



OBSERVATOIRE GOUVERNANCE ET PAIX

O.G.P asbl

11 avenue Fizi, commune d'Ibanda
Bukavu / R.D.Congo

E-mail : obsgrp@yahoo.fr

Tél: +243 811716075, 0853234064



POTENTIALITES DES ENTITES ADMINISTRATIVES DECENTRALISEES :

COLLECTIVITE CHEFFERIE DE LUHWINJA (Sud Kivu/RD Congo)



Présenté par :

☀ Eric
KAJEMBA

☀ Jean Berckmans
MUHIGWA

☀ Sébastien
LUBALA

☀ Tibère
KAJEMBA

☀ Auguste MWILO
MWIHI WATUTA

Septembre 2008

TABLE DES MATIERES

	Table des matières	1
	Liste des figures et tableaux	2
	Remerciements.....	3
0	INTRODUCTION	3
	Méthodologie	5
1	SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE	5
	Relief et végétation.....	6
	Situation administrative.....	7
2	DEMOGRAPHIE	8
3	INFRASTRUCTURES SOCIALES	10
	Ecoles	10
	Ecoles primaires	11
	Ecoles secondaires	11
	Ecoles professionnelles	12
	Eglises	13
	Mission catholique	13
	Mission protestante.....	13
	Habitat	15
	Infrastructure sanitaire.....	16
	Couverture en eau potable.....	16
	Réseau routier	17
	Marché et centres commerciaux.....	18
	Autres infrastructures.....	19
4	ACTIVITES ECONOMIQUES	20
	Agriculture.....	20
	Elevage.....	21
	Pisciculture et pêche.....	21
	Commerce	21
	Revenu de ménage.....	21
	Circuit économique.....	22
	Accès aux ressources.....	23
	La situation foncière.....	23
	Accès au bois de chauffe et bois d’œuvre.....	24
	Accès aux sources d’énergie électrique.....	24
	Coût de la vie	25
	Classification socio économique.....	25
5	ARTISANAT MINIER	26
	Aperçu général.....	26
	Equipement des artisans miniers	28
	Revenu des artisans miniers	29
6	LES ATOUTS OU POTENTIALITES PRINCIPAUX OBSTACLES	30
7	PRINCIPALES PROPOSITIONS	31
	Axe d’intervention par groupement.....	31
	Autre domaine d’intervention pour le développement de la collectivité.....	32
8	RECOMMANDATIONS GENERALES	33

LISTE DES FIGURES

- Figure 1** Hydrographie et altitude
- Figure 2** Carte administrative de la collectivité chefferie de Luhwinja
- Figure 3** Données sur la population de Luhwinja
- Figure 4** Répartition de la population par tranche d'âge
- Figure 5** Tableau synthèse des données sur la population
- Figure 6** Histogramme sur la situation démographique
- Figure 7** Nombre d'école dans la collectivité
- Figure 8** Photo de l'Ecole Primaire Mwana dans le groupement Luciga
- Figure 9** Répartition d'écoles primaires
- Figure 10** Photo de l'Institut Naluhwinja
- Figure 11** La Paroisse de Cibanda – Mulagi (Ifendula)
- Figure 12** Répartition des chapelles catholiques par groupement
- Figure 13** Répartition des chapelles protestantes par groupement
- Figure 14** Tableau synthèse des infrastructures d'église
- Figure 15** Estimation faite par la population par type de maison
- Figure 16** Répartition de maisons par type d'habitat
- Figure 17** Vue panoramique du complexe hospitalier d'Ifendula à Luhwinja
- Figure 18** Tableau synthèse des infrastructures sanitaires
- Figure 19** Couverture en eau potable
- Figure 20** Photo de la route Twangiza à Luciga
- Figure 21** Tableau synthèse des infrastructures de commercialisation
- Figure 22** Les principaux produits trouvés sur le marché
- Figure 23** Photo du Centre commercial de Kibuti
- Figure 24** Calendrier saisonnier de la collectivité de Luhwinja
- Figure 25** La proportion des propriétaires des vaches
- Figure 26** Circuit économique de la collectivité de Luhwinja.
- Figure 27** Prix des produits de consommation courante sur le marché local
- Figure 28** Situation foncière de la collectivité
- Figure 29** Le système d'éclairage
- Figure 30** Coût de la vie
- Figure 31** Classification socio économique
- Figure 32** Photo de la rivière Mwana et le site Mbwega
- Figure 33** Equipement des artisans miniers de Mbwega
- Figure 34** Enfants dans les carrés miniers de Twangiza
- Figure 35** Principales ressources et contraintes
- Figure 36** Axes d'intervention par groupement
- Figure 37** Constats et recommandations

REMERCIEMENTS

Ce travail a été financé par OXFAM NOVIB. Nous lui exprimons notre profonde gratitude.

La réalisation de ce travail a nécessité l'implication de plusieurs personnes tant au niveau de la conception qu'à celui de l'exécution sur le terrain. Il convient que nous nous acquittions d'un agréable devoir ce lui de rendre hommage à toutes ces personnes que nous ne saurons pas citer toutes nommément compte tenu de leur nombre. L'honneur revient en premier lieu à toute l'équipe de OGP et les membres de son groupe moteur.

Ensuite et d'une manière particulière nous tenons à manifester notre sentiment de gratitude à l'égard de Mme la MWAMIKAZI l'honorable Espérance BAHARANYI et Mr le Mwami NALIHWINJA qui ont accueilli à bras ouverts l'OGP dans la circonscription placée sous leur autorité et qui ne cessent de lui accorder le soutien moral nécessaire dans la poursuite des objectifs de son travail dans cette entité. A travers eux, nous tenons à remercier tout le personnel administratif de la Chefferie, et d'une manière spécifique Mr Abel NGWASI le Chef de Poste d'Encadrement Administratif de Luhwinja, Mr BANYWESIZE MUKUBANYI Faustin, Secrétaire Administratif de la Chefferie et Mr MUSAFIRI WA BWALIKE, commis dactylographe de la Chefferie et Chef de Centre de Ciburhi, le Commandant Militaire des FARDC le Major Robert KAGIGI pour leur accueil et encadrement moral inestimables vis-à-vis de l'équipe des chercheurs de l'OGP. De la même manière, nos sentiments de reconnaissance s'adressent à tous les neuf (9) Chefs de Groupements qui composent la Chefferie pour s'être rendu disponibles et pour avoir demandé à leur population de se mobiliser pour recevoir l'équipe d'enquêteurs de l'OGP et répondre à nos différentes questions. Leur participation a permis la réussite de notre mission d'enquête et a rendu possible la production du présent rapport qui matérialise la poursuite des activités et du projet de l'OGP à Luhwinja.

Nous ne pouvons pas passer sous silence la convivialité, l'accueil chaleureux et la franche collaboration du Médecin Directeur de l'HGR-Ifendula Dr Patrick MURULA, du Père Gustave MONGANE, Curé de la Paroisse Catholique de Cibanda – Mulagi (Ifendula) de Luhwinja, et Mr CINESHA MURHEMULA, Responsable de la Fédération des Entreprises du Congo à Luhwinja, chacun en ce qui le concerne pour son conseil, encouragement et participation à la réussite de cette mission. Qu'ils trouvent à travers ces lignes nos remerciements les plus distingués.

Enfin, nous tenons à remercier toute la population de Luhwinja pour s'être disponibilisée à nous accueillir, nous écouter et répondre à nos préoccupations et/ou questions multiples dans le cadre de cette recherche et d'une manière particulière, ceux-là qui nous ont accepté de donner de leur temps à nous accompagner sur le terrain tout au long de notre recherche action. A titre indicatif, nous pouvons citer Mlle MURHEMULA ZIRUKA Solange, Mr KAHWEHWE BAHIGE Stéphane, Mr BAHIGE LUMVI BAHARANYI, Mlle ACIZA KARYERA et Mr BASHIBA BUKU Hubert.

INTRODUCTION

Depuis plus de 3 décennies de dictature et une dizaine d'année d'instabilité causé par les guerres à répétition en République Démocratique du Congo en général et les Provinces de l'Est en particulier, le pays reste confronté à un vrai problème de gouvernance tant à l'échelon national que provincial qui contribue au dysfonctionnement du système politique, économique et même du tissu social et culturel.

Malgré les jalons juridiques mis en place par la constitution de 2006, la confusion subsiste particulièrement en ce qui concerne les droits économiques, fonciers, coutumiers

et de propriété, les attributions de l'administration centrale, provinciale et les entités de base car les différentes lois sur la décentralisation restent méconnues ou plutôt mal interprétées. Dans la plupart des cas, ce sont les populations autochtones ou locales qui restent victimes de cette mauvaise gouvernance, celle-ci profite de leur ignorance ou de leur désinformation.

De toutes les façons, le processus de changement vers la démocratie en RD Congo reste irréversible. Les enjeux liés à ces changements méritent d'être bien cernés et donc de préparer l'opinion (i) pour comprendre ce qui se passe, (ii) se positionner pour sauvegarder les intérêts de la communauté. Or, il nous semble qu'il n'y a pas moyen de défendre valablement ses intérêts quand on n'a pas l'information juste, quand on n'est pas organisé, quand on n'est pas conscient et/ou conscientisé sur ce qui se fait dans son pays ou son entité.

Depuis 2003, en effet, l'Observatoire Gouvernance et Paix (OGP) commence des interventions pour l'éducation civique en vue de faire prendre conscience à l'homme de sa responsabilité citoyenne et sa capacité à pouvoir gérer sa Cité, à jouir de ses droits et libertés dans la logique de la paix sociale et de la bonne gouvernance. Ce processus doit aller de la base vers le sommet avec des actions visant à renforcer les capacités des leaders locaux et les autres membres de la communauté à une meilleure auto prise en charge politique et sociale.

De l'analyse du contexte dans la collectivité de Luhwinja, il a été souligné une difficile auto prise en charge des communautés voire une sorte de méfiance avec risque de récurrence de conflits liés à l'exploitation des ressources minières si des mesures d'accompagnement ne sont pas pensées rapidement. Le défi majeur consiste donc à rapprocher davantage les dirigeants de leurs administrés en créant un cadre de concertation de la société civile en tant qu'interface qui ramène chacun à jouer pleinement son rôle pour la construction d'une société juste, pacifique et en voie de développement.

Le processus de responsabilisation prôné par OGP dans l'optique de la gestion participative exige avant tout de bien appréhender la multiplicité des enjeux en essayant de comprendre les ressources locales, les contraintes ainsi que les besoins et le savoir faire des populations locales. C'est dans ce cadre qu'une Recherche Participative Rapide a été effectuée en tant qu'outil pour préparer l'élaboration du Plan de Développement Local de la collectivité de Luhwinja. C'est en fait une étude socio économique du milieu. Elle offre comme avantage de :

- i. Faire prendre conscience à la population locale d'une part des ressources dont dispose leur milieu ainsi que les contraintes au développement local et d'autre part l'analyse et définition de besoins (besoins prioritaires).
- ii. Proposer une documentation à l'attention des intervenants et professionnels sous forme de monographie et de prémisses d'un Plan de Développement Local
- iii. Pallier à la méconnaissance des problématiques sociales (analyse de contexte) dans la logique de "paix sociale" et la gouvernance locale.

La logique de la décentralisation actuelle dans notre pays et notre province en particulier exige aux entités de base de se prendre en charge. En République Démocratique du Congo, la plus petite entité territoriale décentralisée est la collectivité. Nous pensons que chaque entité doit avoir son propre plan de développement qui reconnaisse les « forces », les « faiblesses » et les « besoins » de chaque entité.

Ce plan est un outil de base au plaidoyer, négociation, mobilisation des ressources selon les priorités de chaque entité.

Le plan de développement de la collectivité chefferie de Luhwinja est l'intégration des micros plans des 9 groupements qui la composent.

Sans prétendre épuiser tout le contenu et tous les aspects socio économiques de ce milieu d'étude aux réalités variées et complexes, le présent rapport a le mérite d'offrir

aux communautés locales une modeste contribution pour appréhender toute la problématique pour le développement de leur milieu.

METHODOLOGIE

Dans une démarche participative, nous nous sommes servi de la méthode descriptive et analytique. La méthodologie adoptée pour la réalisation de cette étude socioéconomique a consisté à faire participer activement la population locale concernée à la récolte des données et cela, en lui faisant découvrir, par une sorte de dialogue socratique, ses richesses, ses capacités de production, ses besoins les plus vitaux et qui méritent un soutien particulier.

Par un questionnaire d'enquête préétabli et soumis aux personnes enquêtées, sur base d'un dialogue enrichissant, commentant et complétant ce questionnaire, les enquêteurs ont découvert, ensemble avec la population cible et après discussions, les différents problèmes de développement de chaque groupement de la Chefferie de Luhwinja. Au total 4 fiches ont été utilisées pour la récolte des informations. Chacune de ces fiches avait un contenu spécifique. Il s'agit des fiches suivantes : Fiche des repères des localités dont les coordonnées fournies grâce au GPS permettent de situer géographiquement un repère particulier au sein des groupements et localités ; ce qui a permis de faire la cartographie du milieu d'étude grâce aux logiciels informatiques *Arc View et Microsoft Access*. La fiche de l'occupation de l'espace a permis de retracer les grands aspects qui caractérisent l'environnement physique du milieu. La fiche de renseignement sur les groupements comportait plusieurs aspects relatifs aux infrastructures sociales et économiques ainsi que les potentialités et contraintes au développement. Il en est de même de la fiche sur les carrés miniers qui a permis de comprendre davantage les forces et les faiblesses liés à ce secteur.

Le recours aux outils variés de la Méthode de Recherche Participative Rapide (l'interview, les cartes, les diagrammes, les photos, les méthodes de classification, etc.) ont facilité la bonne exploitation et l'interprétation des données.

Après cette récolte des données socioéconomiques, l'étape suivante a été celle de leur compilation, traitement et analyse pour arriver à trouver les problèmes majeurs et communs à tous les groupements, ceux spécifiques à chaque groupement en vue de confectionner l'arbre des problèmes et l'arbre des solutions pour qu'à court terme, après restitution des résultats d'enquête auprès de la population concernées, concevoir un Plan de Développement Local de la Chefferie de Luhwinja.

Pour la réalisation de cette étude socioéconomique en Chefferie de Luhwinja, la recherche a porté sur un échantillon de 242 personnes avec une moyenne de vingt (20) personnes contactées par groupement (la Chefferie en compte neuf) en plus de 62 personnes qui ont activement participé à la journée d'échanges et de réflexion sur le développement. C'est avec cet échantillon que les données ont été récoltées et les discussions sur leur validité ont eu lieu sur le terrain au cours d'une séance de restitution.

I. SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE

La Chefferie de Luhwinja est une entité administrative décentralisée qui se trouve en Territoire de Mwenga qui est composé de cinq collectivités chefferies (Basile, Burhinyi, Luhwinja, Lwindi et Wamuzimu) et une collectivité secteur d'Itombwe.

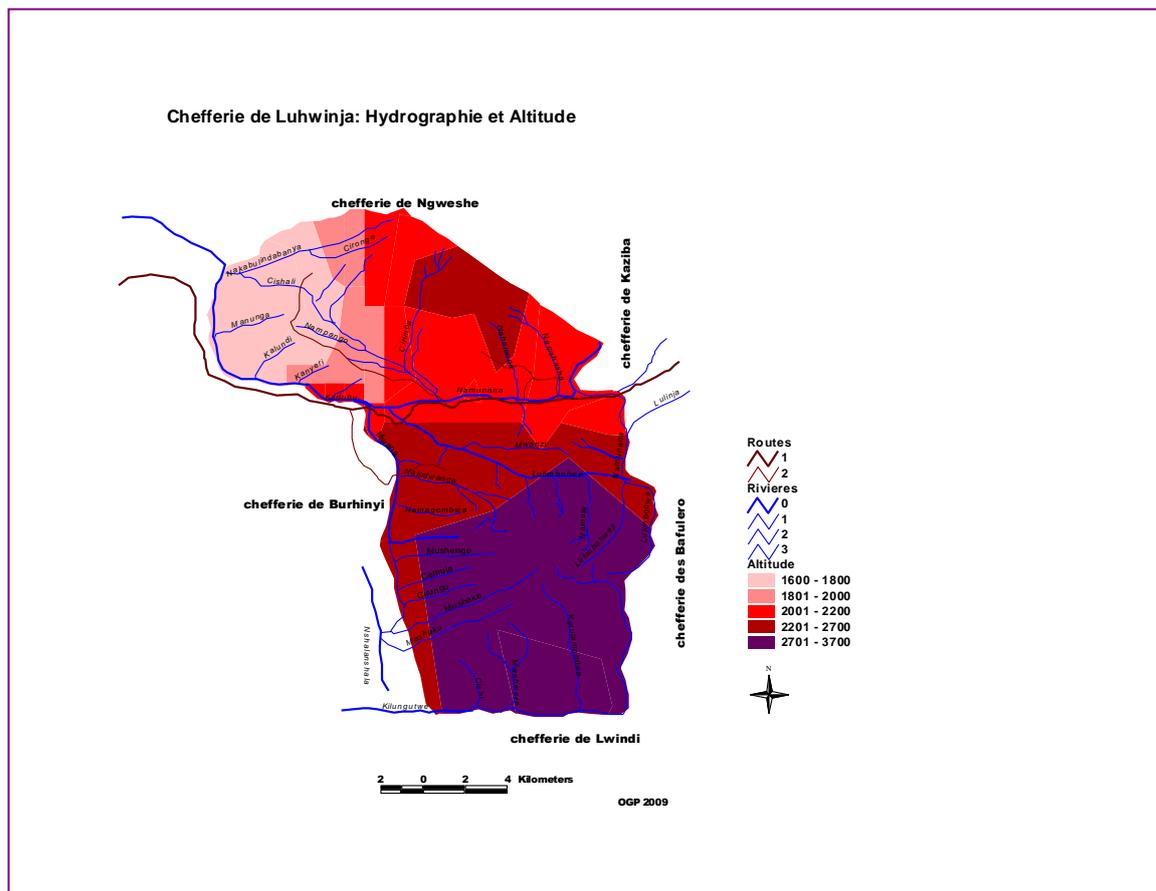
Luhwinja est une contrée montagneuse dont le point le plus élevé se situe à 2500 m d'altitude tandis que le point le plus bas est le marais Lubanda situé à 1760m d'altitude. La collectivité est limitée à l'Est par la collectivité chefferie de Kaziba suivant la rivière Namunana et à l'Ouest la rivière Mwana qui la sépare avec la collectivité de Burhinyi ; au

Nord par la collectivité de Ngweshe au Sud par la collectivité de Bafuliro ; et à l'Ouest par la collectivité de Lwindi.

La Chefferie de Luhwinja s'étend sur une superficie de 183Km² avec une population estimée à 52148 habitants¹

2. RELIEF ET VEGETATION

Figure 1. Hydrographie et altitude



De l'Est à l'Ouest comme du Nord au Sud dans la collectivité de Luhwinja, on est frappé par le spectacle de hautes montagnes que surplombent le petit marais Lubanda appelé encore Namunana. Ces montagnes occupent la grande superficie de Luhwinja si bien qu'il est difficile aux jeunes enfants de se procurer un terrain plat pouvant atteindre 100m de long et 50m de large pour servir comme espace de jeu. Les pentes abruptes sur les hautes montagnes nues couvertes de dispositifs anti-érosifs discontinues (mais qui sont en pleine démolition) sont la plus grande caractéristique du paysage de Luhwinja. Ci et là, il y a lieu de remarquer de petits boisements mais les plants sont encore jeunes ce qui prouve que l'activité de reboisement est encore récente cela grâce à une organisation locale appelé ADMR (Action de Développement en Milieu Rural). Les champs disposés sur fortes pentes sont constamment exposés aux fortes érosions ce qui explique notamment la diminution graduelle du rendement agricole chez la majorité des ménages.

Les groupements de Bujiri, Burhembo, Idundwe, Luduha et Luciga se situent en zone de haute altitude dont les hauts sommets peuvent atteindre 2500m. Il s'agit des sommets des montagnes Kabalole (2100m), Mushumbirizi, Mulunga, Nakahanda, Kasihe, Ndaro et Muhi (le haut sommet). Hormis les hautes montagnes, il y a des collines célèbres notamment la colline Bulende qui porte l'antenne de télécommunication de

¹ Estimation des chefs de groupements d'après les derniers recensements par la Commission Electorale Indépendante (CEI)

l'entreprise CELTEL et la colline Ndola où est érigée la résidence du Mwami. On peut marquer aussi le site Mbwega et Gone notoirement connu pour l'exploitation artisanale de l'or. D'autres endroits stratégiques tels que Ifendula qui héberge l'hôpital et l'église catholique (2 grands complexes) et la colline Bugoya qui porte les installations de la société BANRO avec des maisons d'architecture moderne.

La végétation dominante est constituée de savane herbeuse tandis qu'il y a lieu de remarquer de petites forêts traditionnelles ($\pm \frac{1}{2}$ hectare chacune). On rencontre aussi des bananeraies mais qui disparaissent à mesure que l'on s'élève en altitude. Il en est de même des arbres tels que Cyprès, Eucalyptus et Pinus patula qu'on ne peut plus voir sur les cimes des montagnes. La collectivité est insuffisamment boisée. Cela explique la carence en bois de chauffe dans au moins $\frac{3}{4}$ des ménages. Les champs sont majoritairement couverts des cultures vivrières : maniocs, patate douce, maïs et haricot (en période des cultures). La culture pomme de terre est dominante dans les zones de haute altitude. Un ménage moyen dispose entre 0,5 à 1 ha de terre cultivable. Mais on signale l'existence des grands propriétaires qui disposent de plus de 5 ha chacun. Ils représentent moins de 10% de la population.

Le milieu de Luhwinja est propice à l'élevage de gros bétail qui profite de vastes pâturages abondant au Sud et Nord-Est de la collectivité en limite avec la chefferie Bafulero (Muhi dans le groupement Luciga), Mubone, Chitumbye Musheke à Karhundu et les montagnes Kasihe, Chirhagabwa Mulambi à la limite avec la collectivité de Ngweshe et Kaziba.

Les espoirs de la population reposent sur cet énorme potentiel agropastoral sur lequel il faut compter pour le développement durable de la collectivité de Luhwinja.

La réhabilitation de l'agriculture et l'élevage reste le besoin urgent le plus important exprimé par la majorité de la population concernée.

1. SITUATION ADMINISTRATIVE

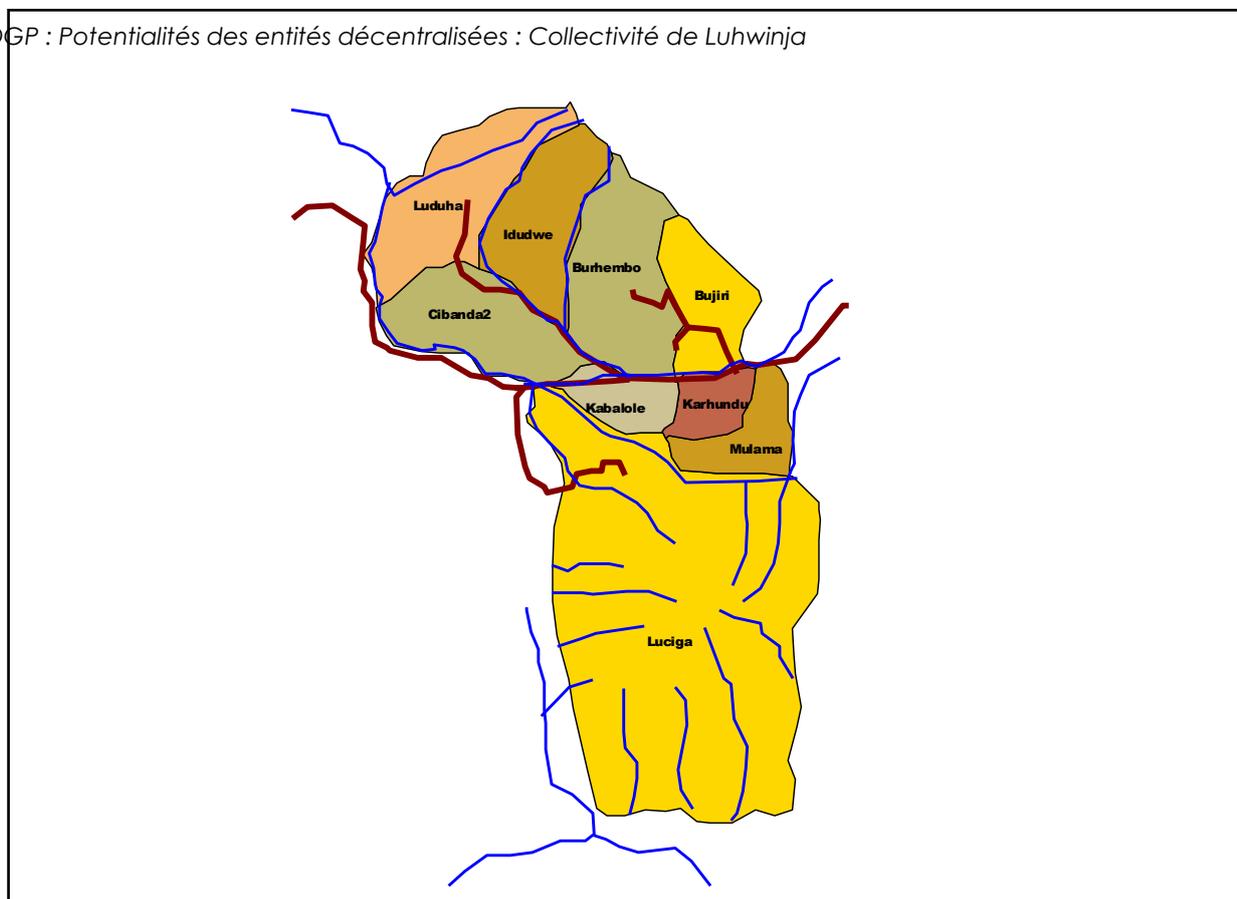
Luhwinja est l'une des 5 collectivités chefferie qui composent le territoire de Mwenga. Pour rappel, le Territoire de Mwenga qui est composé de cinq collectivités chefferies (Basile, Burhinyi, Luhwinja, Lwindi et Wamuzimu) et une collectivité secteur, Itombwe.

En raison de son éloignement du chef lieu de territoire, il a plu au Ministère de l'Intérieur du gouvernement central de Kinshasa sur proposition du Gouverneur de Province du Sud Kivu d'affecter dans la collectivité chefferie de Luhwinja un chef de Poste d'Encadrement Administratif.

La collectivité chefferie de Luhwinja compte 9 groupements qui sont à leur tour divisés en localités. On compte 26 localités.

La carte suivante présente la collectivité, les limites entre les groupements et indique certains grands repères qui caractérisent Luhwinja.

Figure 1 : Carte administrative de la collectivité chefferie de Luhwinja



II. LA DEMOGRAPHIE

En 1996 peu après la période des troubles armés en RDC, la population totale de la chefferie de Luhwinja était estimée à environ 34380 habitants. Actuellement, la collectivité compte plus de 52148 habitants soit une augmentation de près de 34%. Les données recueillies sur la population se présentent de la manière suivante :

Figure 3: Données sur la population de Luhwinja

N°	Groupement	Habitants en 1996	Habitants en 2008	Adultes hommes	Adultes femmes	Jeunes 5-17 ans	Enfants 5 ans	Nombre ménages
1	Kabalole	4500	8000	1600	2000	2400	2000	1500
2	Luduha	6000	6500	975	1950	1300	2275	1250
3	Idudwe	4500	6000	900	1500	2100	1500	1000
4	Mulama	4200	5000	1000	1250	1750	1000	1100
5	Burhembo	3450	4000	800	1000	1200	1000	575
6	Chibanda II	3500	3648	716	733	866	1333	344
7	Karhundu	3680	5500	825	1375	1925	1375	1100
8	Luchiga	8050	10000	2000	2500	3500	2000	2300
9	Bujiri	2500	3500	525	875	1225	875	583
	Total	34380	52148	9341	13183	16266	13358	9752

Plusieurs raisons expliquent cette hausse mais la plus importante est l'affluence vers l'or.. En effet, il y a dix ans des gisements importants de ce métal précieux venaient d'être découverts dans le groupement Luciga ce qui explique par ailleurs que ce groupement est le plus peuplé de toute la collectivité. Il faut signaler aussi la disponibilité d'autres potentiels agro pastoraux (champs et pâturages) et le potentiel socio économiques (hôpital d'Ifendula, Société Banro, Missions protestantes...) qui non seulement ont contribué à stabiliser la population mais aussi à attirer

beaucoup d'immigrants. C'est dans ce sens que le groupement Kabalole, quoi que le plus petit de tous, est intensivement peuplé avec plus de 8000 âmes.

REPARTITION DE LA POPULATION PAR TRANCHE D'AGE

Sur les cartes suivantes il y a lieu de remarquer que les jeunes sont plus nombreux que les hommes et les femmes adultes pris séparément.

Figure 4 : Répartition de la population par tranche d'age

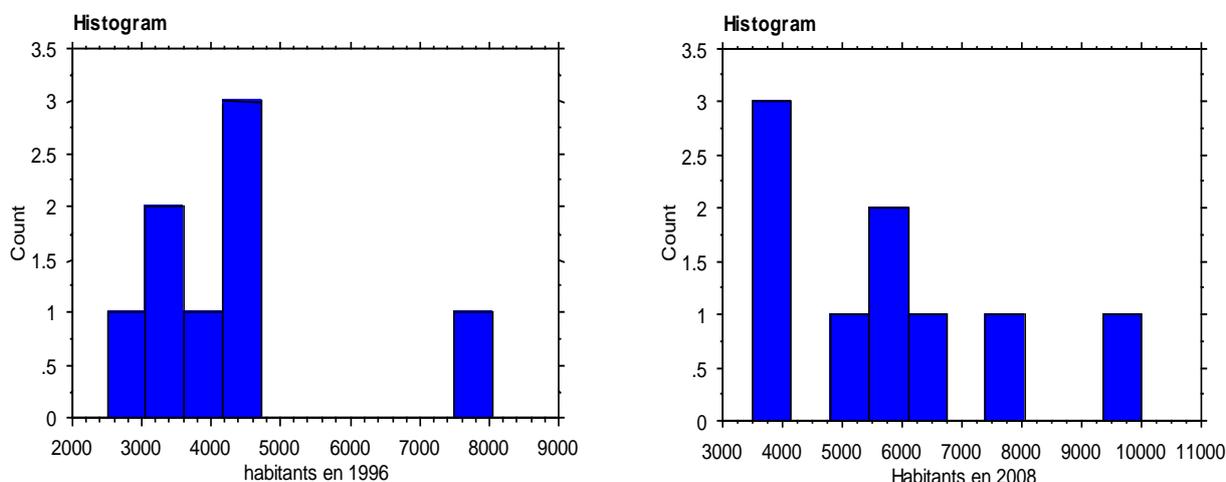


Figure 5 : Tableau synthèse des données sur la population

	Groupement	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum	total estimé Collectivité
Habitants en 1996	9	4298	1654	2500	8050	38678
Habitants en 2008	9	5794	2148	3500	10000	52148
Adulte homme	9	1038	466	525	2000	9341
Adulte femme	9	1465	586	733	2500	13183
Jeunes (5 - 17)	9	1807	804	866	3500	16266
Enfants 5ans	9	1484	504	875	2275	13358
Nombre ménages	9	1084	586	344	2300	9752

Les histogrammes ci après illustrent davantage la situation en montrant par exemple le nombre de groupements dont la population appartient à une même classe.

Figure 6 : Histogramme sur la situation démographique²



III. INFRASTRUCTURES SOCIALES

1. ECOLES

Il existe des écoles construites en briques avec tôle, des écoles non couvertes de tôle et des écoles en pisées couvertes de paille. Certains groupement ont plus d'écoles que d'autres. Le tableau suivant présente une comparaison entre groupement par rapport au nombre d'écoles maternelle, primaires, secondaires et écoles professionnelles.

Figure 7 : Nombre d'école dans la collectivité

	Kabalole	Luduha	Idudwe	Mulama	Burhembo	Chibanda li	Karhundu	Luchiga	Bujiri	Total
Nombre école maternelle en brique et tôle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre école primaire en brique tôle	3	2	1	3	1	1	0	5	1	17
Nombre école primaire en pisée/bois	1	3	0	1	0	0	0	3	0	8
Nombre école secondaire en brique et tôle	3	2	0	1	1	0	0	2	0	9
Nombre école secondaire en pisée/bois	0	4	0	0	0	0	0	0	0	4
Nombre école secondaire sans bâtiment	0	1	0	1	0	0	0	0	0	2
Nombre école professionnelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

² En ordonnée : le nombre de groupement ayant une population supérieure à...

1.1. Les écoles primaires

La collectivité de Luhwinja compte 17 écoles primaires construites en brique avec tôle. Le groupement de Luciga porte le plus nombre d'écoles primaires construites en brique et couvertes de tôle suivi de Kabalole et Mulama. Karhundu n'a pas d'école primaire construite en brique et tôle.

4 sur 9 groupements ont des écoles en briques non couvertes. Sur un total de 7, le groupement de Bujiri en compte 3 suivi de Chibanda II. Mulama et Karhundu ont chacun une école primaire non couverte de tôle. Il y a 8 écoles primaires en pisée c'est-à-dire les écoles construites en bois et couverte de paille, Luduha et Luciga en compte 3 chacun et Mulama et Kabalole en ont une.

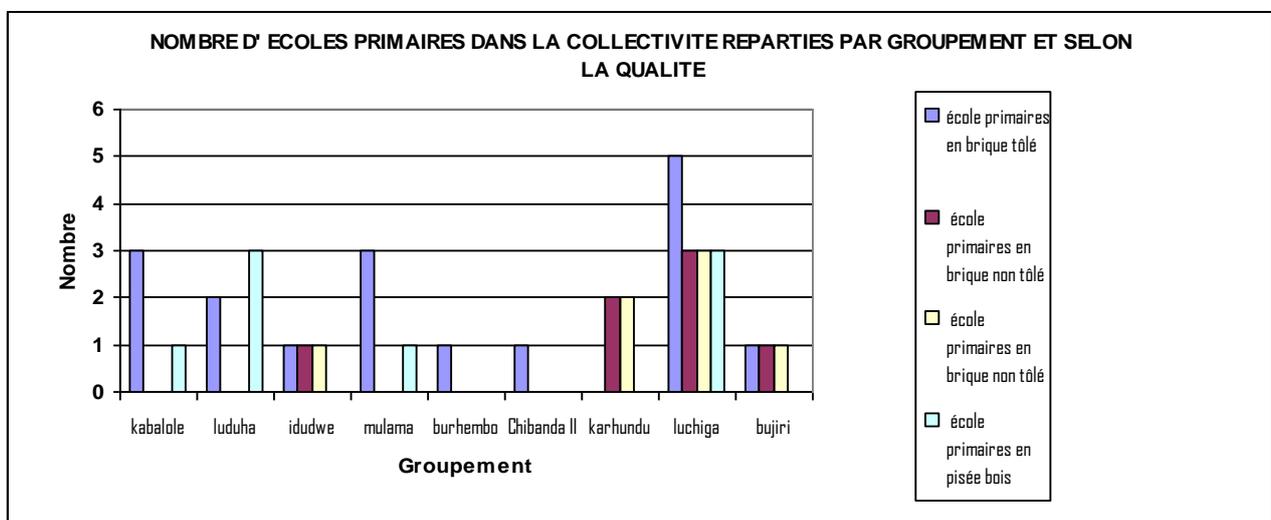
Parmi ces écoles primaires, on trouve celles qui sont en très mauvais état soit qu'elles ne disposent pas de toiture de porte et de fenêtre. D'autres par contre n'ont pas d'équipement approprié tels que pupitres et tableaux sans parler de matériel didactique. La photo ci après montre une école du réseau des écoles conventionnées catholiques de Luciga.

Figure 8 : Photo de l'Ecole Primaire Mwana dans le groupement Luciga



Le graphique ci après présente la synthèse des écoles primaires et leur état par groupement.

Figure 9 : Répartition d'écoles primaires



1.2. Ecoles secondaires

La collectivité de Luhwinja compte 15 écoles secondaires qu'on retrouve dans 4 groupements sur 9. Le groupement Kabalole en compte 3 construites en briques avec tôles. Hormis les écoles dans ce groupement, les autres écoles sont moins viables de par la mauvaise qualité de la construction que le manque d'équipement, ce qui affecte sérieusement la qualité de l'enseignement. Parfois les élèves parcourent plus de 10 km pour atteindre l'école (cas de Idudwe et Bujiri) situation qui est à la base du faible taux de scolarisation dans ces groupements.

Ces derniers temps, les écoles sont fréquemment désertées par les enseignants qui sont recrutés à la société Banro. Le taux de déperdition scolaire dévient de plus en plus élevé. Seul le groupement de Luduha (3^e groupement le plus peuplé après Luciga et Kabalole) porte d'écoles secondaires en pisée. Il en compte 4. Ce groupement dispose aussi d'une école secondaire sans bâtiment où les élèves étudient dans les églises et/ou partagent des locaux avec les élèves du primaire. Dans tous les cas, les enfants étudient dans les mauvaises conditions par manque d'équipements appropriés.

Il faut signaler le début de construction d'un institut secondaire dans le groupement Kabalole avec l'appui financier de la Fondation BANRO. C'est l'Institut NALUHWINJA de la 5^e CELPA. Voir Photo

Figure 10 : Photo de l'Institut Naluhwinja



1.3. Ecoles professionnelles

Il n'existe pas d'écoles professionnelles dans la collectivité de Luhwinja. Il n'existe pas non plus de centre artisanal excepté un atelier de coupe et couture porté par les Sœurs Franciscaines mais dont les activités sont actuellement réduites. Cela reste un vrai handicap pour l'encadrement de la jeunesse.

Il se fait donc que quasiment toute la main d'œuvre qualifiée utilisée dans la société Banro est importée de l'extérieur, situation qui alimente davantage de conflits dans la milieu.

2. EGLISES

2.1. Mission Catholique

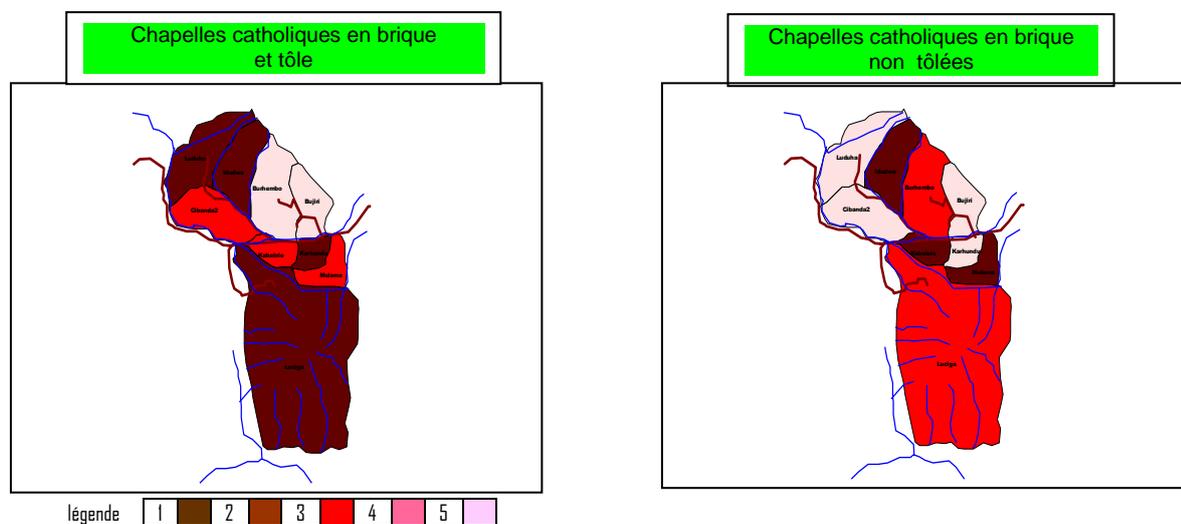
La mission Catholique est implantée dans le milieu depuis les années de la colonisation. C'était un secteur administré par la paroisse de Burhale. La paroisse de Cibanda – Mulagi (Ifendula) créée en 1974 par la congrégation des Frère Franciscain reste l'un des lieux les plus attractifs et une identité propre pour la population de Luhwinja au regard de son architecture qui la place parmi les plus belles églises de la sous région

Figure 11 : La Paroisse de Cibanda – Mulagi (Ifendula)



La mission catholique comporte 9 chapelles en raison d'une chapelle par groupement. Il y a aussi plusieurs communautés ecclésiales vivantes appelées « SHIRIKA ». Certaines de ces chapelles et Shirika sont construites en briques et tôles tandis que d'autres restent en pisée. Les cartes suivantes permettent de comparer les types de chapelles par groupements.

Figure 12 : Répartition des chapelles catholiques par groupement



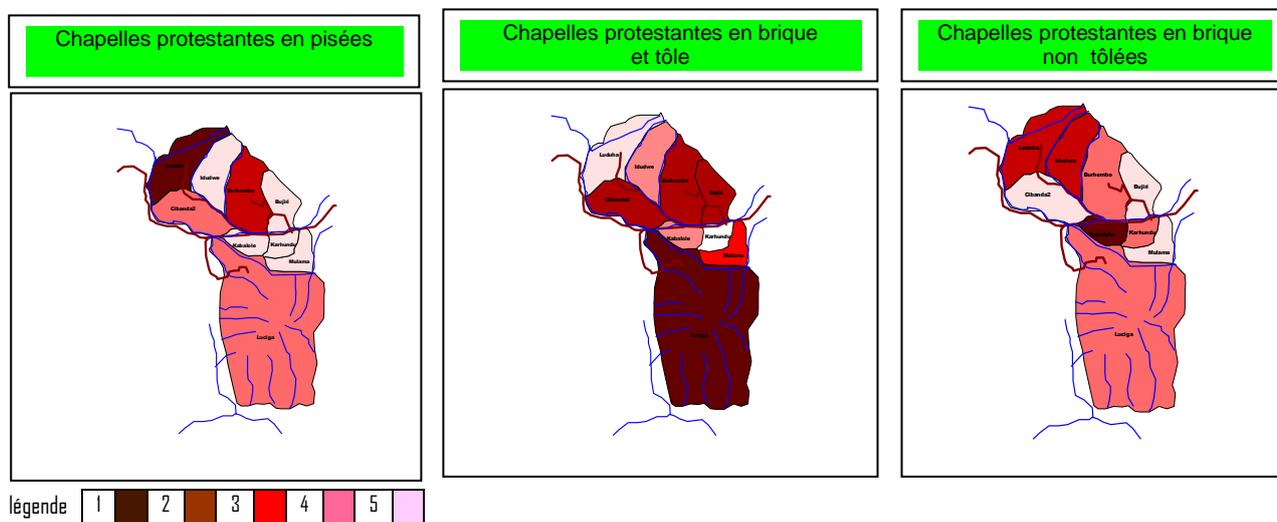
2.2. Missions protestantes.

La mission protestante a précédé la mission catholique dans la collectivité de Luhwinja. Elle a commencé depuis les années 30 à partir de la mission protestante de la collectivité voisine de Kaziba. La mission mère est la CELPA (Communauté des Eglises Libres Pentecôtistes en Afrique). La grande église est érigée dans le groupement Kabalole non loin du centre commercial de Ciburhi. La collectivité compte 19 églises / chapelles (CELPA et CEPAC)

Il y a 61 communautés appelées « KIJILI » dont 38 sont construites en brique avec tôle, 11 avec brique sans tôle et 12 chapelles en pisées. Ces communautés sont clairsemées dans tous les groupements. Luciga, Bujiri et Karhundu en compte le plus

grand nombre. Cela explique davantage le fait que la population de Luhwinja est majoritairement protestante comme il y a lieu de le voir sur les cartes suivantes qui montrent la répartition de ces chapelles par groupement.

Figure 13 : Répartition des chapelles protestantes par groupement



Le tableau ci après retrace la synthèse des infrastructures d'églises (Catholiques et Protestantes). Nous n'avons pas considéré les églises de réveil parce que leur nombre est encore négligeable.

Figure 14 : Tableau synthèse des infrastructures d'église

	Groupement	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum	total estimé Collectivité
Effectif églises Catholique en brique et tôlees	9	0	0	0	1	1
Effectif chapelle -Catholique en brique avec tôle	9	1	1	0	2	11
Effectif chapelle -Catholique en brique non tôlees	9	1	1	0	2	8
Effectif chapelle -Catholique en pisée	9	1	2	0	6	12
Effectif Eglise- Mission en brique et tôlees	9	2	1	0	4	19
Effectif chapelle Missions en brique tôlees	8	5	4	0	14	38
Effectif chapelle Missions en brique non tôlees	9	1	1	0	4	11
Effectif chapelle Missions en pisée	9	1	2	0	6	12

3. HABITAT

Figure 15 : Estimation faite par la population par type de maison ⁽³⁾

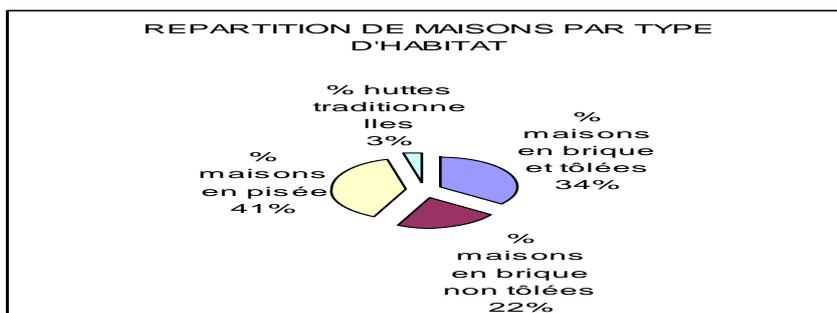
Groupement	% maisons en brique et tôlees	% maisons en brique non tôlees	% maisons en pisée	% huttes traditionnelles
Kabalole	60	20	15	5
Luduha	15	10	72	3
Idudwe	20	20	50	10
Mulama	50	30	19	1
Burhembo	30	10	60	0
Chibanda II	40	29	30	1
Karhundu	60	25	15	0
Luchiga	40	5	50	5
Bujiri	20	50	25	5

De ce tableau, il apparaît que l’habitat est dominé par les maisons en briques. Certaines sont tôlees et d’autres non tôlees. En effet cela s’explique par la qualité du sol avec une structure dominée par l’argile favorable pour la fabrication des briques. On trouve aussi des maisons en bois mais aussi des huttes traditionnelles quoi que ces dernières ne représente que moins de 5%.

Certains groupements sont plus nantis que d’autres c’est le cas de Karhundu avec 80% des maisons en briques avec tôles suivi de Luciga et Mulama qui compte 40% chacun. Plusieurs raisons expliquent cet état. Il s’agit notamment de la richesse de son sol et sous sol (cas de Luciga qui est à la fois agro pastorale et minière avec une réserve d’or estimée à 100000 tonnes selon les conclusions de la recherche menée par Banro Mining). Il faut parler aussi du dynamisme de habitants de Luhwinja fortement chevronnés dans le commerce, sans oublier l’apport des missionnaires protestants et la congrégation des Pères Franciscains qui ont développé des infrastructures sociales de base telle église, écoles et le bureau administratif (cas de Kabalole). Pour ce qui est de Karhundu en particulier et Mulama dans une moindre mesure, il faut tout simplement dire que c’est le groupement occupé par bon nombre de fonctionnaires et pasteurs. Leur position par rapport à la route principale joue un rôle non négligeable ce qui explique en partie le fait que Luduha, Bujiri et Idudwe qui en sont éloignés ne disposent qu’entre 15 et 20% de maisons avec brique et tôles et où on peut encore apercevoir les cases et huttes traditionnelles pouvant constitués 10% d’effectif des maisons.

Au regard du tableau ci haut, il y a lieu de dégager une moyenne comme suit :

Figure 16 : Répartition de maisons par type d’habitat



³ Cette estimation est à prendre sous réserve car n’a pas réuni l’unanimité des participants au cours de la séance de restitution

3. INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Figure 17 : Vue panoramique du complexe hospitalier d'Ifendula à Luhwinja



Il existe à Luhwinja un complexe hospitalier appelé Hôpital Général de Référence d'Ifendula. Il a une capacité de 100 lits et organise 7 services à savoir : maternité, gynécologie, pédiatrie, chirurgie, chambres privées, centre nutritionnel et médecine interne. Cet hôpital emploie 43 personnes avec à sa tête deux Médecins généralistes. En dehors de l'hôpital général de référence d'Ifendula, un centre hospitalier est actuellement en construction grâce au financement de la mission protestante dans le groupement de Kabalole. Il n'existe pas

de centre de santé de référence. En revanche il y a 5 centres de santé dont un à Liduha, Burhembo, Karhundu et Mulama pendant que le groupement Luciga en compte 2. Il n'existe pas de pharmacie exceptée celle de l'HGR d'Ifendula. Ces centres de santé sont construits en brique avec tôles mais elles demeurent insuffisantes par rapport au besoin de la population. Il y a des malades qui parcourent plus de 10km à pied pour attendre une formation médicale. Les femmes enceintes sont plus victimes de cette situation car la majorité de ces centres n'organisent pas de service de maternité. Tous ces centres de santé ne disposent pas d'équipements adéquats et des produits de base.

Figure 18 : Tableau synthèse des infrastructures sanitaires

	Groupement	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum	total estimé Collectivité
Nombre centre Hospitalier en brique et tôle	9	0	0	0	1	1
Nombre centre de santé de référence en brique et tôle	9	0	0	0	0	0
Nombre centre de santé en brique et tôle	9	1	1	0	2	5
Nombre centre de santé en brique non tôle	9	0	0	0	0	0
Nombre poste de santé	9	0	0	0	1	2
Nombre pharmacies en brique et tôle	9	0	0	0	0	0

5. COUVERTURE EN EAU POTABLE

Les données recueillies en rapport avec la couverture en eau potable montre une situation un peu plus alarmante que nous présentons dans le tableau suivant :

Figure 19 : Couverture en eau potable

Groupement	% maisons desservies en source aménagées	% maisons desservies en sources non aménagées	% maisons desservies en adduction eau	% maisons non desservie en eau
------------	--	---	---------------------------------------	--------------------------------

Kabalole	43	5	2	50
Luduha	2	35	0	63
Idudwe	0	5	0	95
Mulama	30	50	0	20
Burhembo	30	50	0	20
Chibanda II	0	40	20	40
Karhundu	35	50	0	15
Luchiga	10	60	0	30
Bujiri	0	30	0	70
MOYENNE	16,67	36,11	2,44	44,78

Il ressort de ce qui précède que près de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable. Le problème se fait sentir particulièrement dans le groupement Idudwe où l'on estime à 95% le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable.

D'autres groupements tel que Luduha et Bujiri en compte respectivement 63 et 70%. Ces groupements sont situés à très haute altitude avec de fortes pentes si bien que les femmes et/ou filles parcourent parfois 7km pour atteindre la source la plus proche. Généralement, la population de ces entités recourt à l'eau des rivières là où c'est possible. Seulement 16,7% de la population a accès à l'eau des sources aménagées. Cela reste faible. Actuellement, 2,4% de la population utilise l'eau desservie par adduction. 2 groupements sont touchés par cet ancien projet des missionnaires. Avec les multiples pannes sur ce réseau, l'eau ne coule plus.

Mais il faut signaler qu'un nouveau projet d'aménagement d'une adduction d'eau est en cours d'exécution grâce au financement de la Fondation BANRO et l'appui technique du Bureau Diocésain de Développement de l'Archidiocèse de Bukavu (BDD).



Malheureusement, ce projet ne touchera que 4 des 9 groupements.

6. LE RESEAU ROUTIER

Le réseau routier est trop précaire. Il est constitué d'une route principale en terre qui coupe la collectivité en deux (l'Est vers l'Ouest). Elle est longue de 16 km. Précédemment, c'était une route complètement abandonnée et en mauvais état. Actuellement des efforts sont fournis pour l'entretenir grâce à l'appui financier de la mission protestante (CELPA) et la Société Banro.

En dehors de la route principale, il y a 3 petites routes secondaires (± 10 km) Généralement ce sont des pistes tracées par la population sans respect des normes techniques (degré de la pente, largeur, inclinaison, angle, rechargement, ouvrages d'assainissement ...)

On remarque que 6 des 9 groupements de la collectivité (Bujiri, Luduha, Idudwe, Luciga Burhembo, Mulama, et Bujiri) ne sont pas connectés par un réseau routier ce qui rend difficile la circulation des biens et des personnes. Les populations les plus touchées sont celles habitant les groupements situés en haute altitude. Ces derniers sont totalement enclavés ce qui explique par ailleurs le retard de développement qu'ils connaissent par rapport aux autres groupements connectés au réseau routier.

Notons qu'une route (de 3km) vient d'être tracée par la société BANRO dans les hauteurs du groupement de Luchiga à 2200 m d'altitude qui permet d'atteindre le carreau minier de Mbwega à Twangiza.. C'est une route très critique qui ne peut pas servir au transport des biens et des personnes étant donné le degré de pente très escarpées ne pouvant supporter que les véhicules 4X4 en parfait état comme il y a lieu de le remarquer sur la figure suivante.

Figure 20 : Photo de la route Twangiza à Luciga



7. MARCHES ET CENTRES COMMERCIAUX

Il existe de petits marchés non équitablement répartis sur l'étendue de la collectivité. Certains groupements en sont pourvus plus que d'autres. Le tableau suivant présente mieux la situation.

Figure 21 : Tableau synthèse des infrastructures de commercialisation

Groupement	Nombre de Marché	Type de marché	Nombre jours de marché	Etat du marché	Nombre moyen d'utilisateurs
Kabalole	1	Marché (kasoko)	3	Mauvais	200 à 300
Luduha	1	Marché (kasoko)	2	Mauvais	50 à 100
Idudwe	0				
Mulama	1	Marché (kasoko)	2	Mauvais	50 à 100
Burhembo	0				
Chibanda II	0				
Karhundu	1	Grand marché de la collectivité	1	Mauvais	2000 à 3000
Luchiga	4	Marché (kasoko)	6	Mauvais	200 à 300
Bujiri	0				

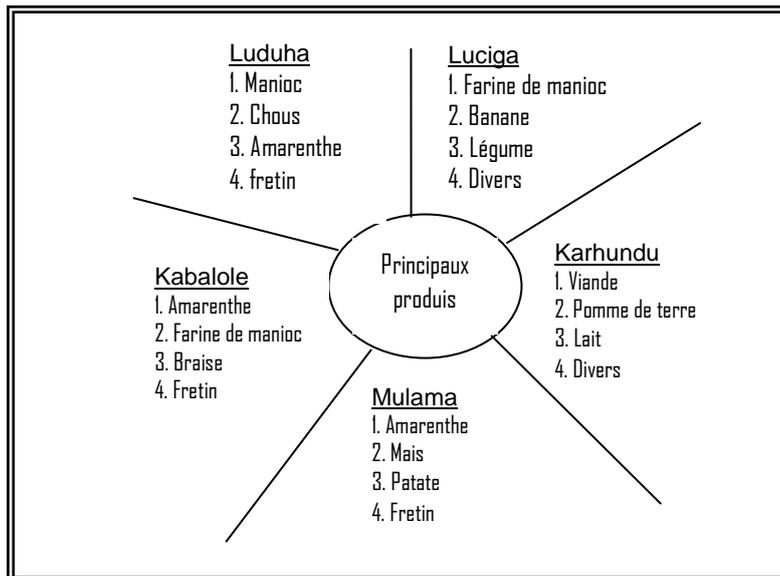
Il ressort que Luciga porte 4 des 8 petits marchés de la collectivité. Par contre il y a le grand marché de Karhundu qui est considéré comme le marché central de la collectivité⁴. Il ouvre une fois par semaine et reçoit entre 2000 à 3000 personnes (vendeurs et acheteurs). Ce marché n'est pas construit. Nombreux vendeurs étalent leurs produits à même le sol ou sur les étalages de fortune. Sa grande spécialité reste le commerce des

⁴ Ce marché est si important si bien que certains membres de la communauté déclarent ceci : « *Nous ne mangeons que le samedi jour de marché* »

produits d'élevage, produits agricoles (farine de manioc, patates et légume) ainsi que les produits de 1^e nécessité parmi lesquels les habits pour hommes, femmes et enfants.

Les autres petits marchés périphériques ne contiennent que quelques produits de consommation en période de soudure (poissons salés, fretins et divers). Mais Il faut dire que chaque marché a sa spécialité. Il y a des marchés dominés par le légume et les marchés dominés par la viande que nous présentons sur la figure suivante.

Figure 22 : Les principaux produits trouvés sur le marche



En dehors des petits marchés, nous nous sommes intéressés aux centres commerciaux. En effet, le principal centre commercial est situé dans le groupement Kabalole que certaines personnes qualifient de « *groupement urbain* » par le fait qu'il porte les principales infrastructures sociales au quartier IFENDULA très célèbre à cause de l'hôpital général de référence et la grande église Catholique et un couvent des missionnaires de la congrégation des Franciscains.

Il faut parler aussi du centre Kabanda et le centre Kibuti qui porte une cinquantaine de boutiques, buvettes, restaurants et dépôt. Toute fois il faut reconnaître que ces centres portent encore des constructions et logis vétustes comme le montre les photos ci après.

Figure 23 : Photo du Centre commercial de Kibuti



8. AUTRES INFRASTRUCTURES

Il n'existe presque pas d'infrastructures sportive et de loisir dans la collectivité de Luhwinja excepté un terrain de football situé à Kabanda dans le groupement Kabalole et autant dire que ce terrain est en mauvais état car incliné et ne remplissant pas les conditions.

Un autre petit terrain de jeu situé à Cibanda II est complètement détruit par les érosions.

On ne compte pas de salle polyvalente excepté une salle de la paroisse et qui ne peut pas recevoir une grande manifestation. Cependant, il y a 3 petits cinés vidéo récemment ouverts mais servant avant tout comme débit de boisson.

IV. **ACTIVITES SOCIO ECONOMIQUES**

4.1. Agriculture

L'agriculture constitue la principale activité économique de la population. Elle est dominée par les cultures vivrières. Les principales cultures de Luhwinja sont : le manioc, le haricot, le sorgho, la patate douce, la banane, la pomme de terre et les cultures légumières. Ce sont des cultures saisonnières mais il y a celles qu'on pratique toute l'année dans les marais. C'est le cas de la culture du sorgho, maïs, haricot et les cultures légumières. Il n'existe pas de monoculture. Toutes les cultures sont associées. Le manioc est prédominant suivi de la patate douce et le haricot et la banane. Dans les groupements en haute altitude il y a prédominance de la pomme de terre. Dans les bas fonds on remarque la culture du sorgho et quelques jardins potagers dominés par la culture des amarantes et le chou.

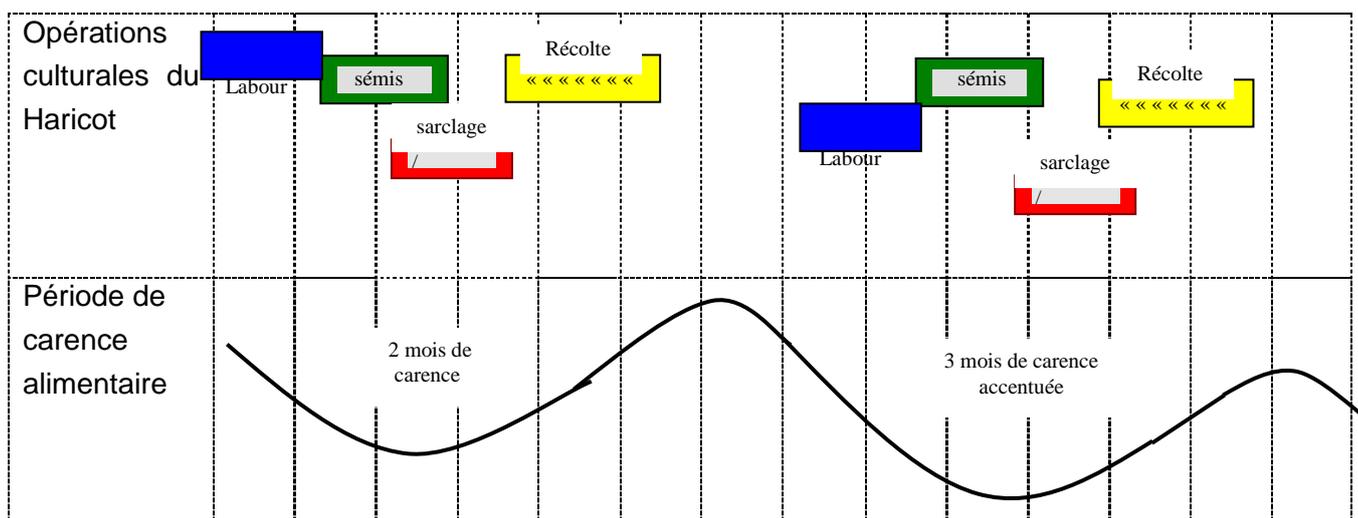
Plus de 80% des champs sur pente sont totalement en proie aux érosions citées par ailleurs par les habitants comme leur « *Ennemie Public N° 1* ». Ce problème est très accentué dans le milieu de Luhwinja suite à l'insuffisance des structures d'encadrement tant du secteur public que privé (ONG). L'estimation du rendement par culture est décroissante toutes les saisons si bien qu'actuellement, pour la culture du haricot par exemple, un champ moyen (30x50m) produit moins de 15 mesures soit environ 10kg. La tendance reste la même pour les autres cultures et en particulier le manioc qui est entrain de disparaître dans la plus part des exploitations à cause de la maladie appelée 'Mosaïque farineuse'.

Les semences utilisées sont constituées en majorité de « mélange locale tout venant » totalement dégénérées. Les techniques culturales sont simples (labour, sarclage, récolte). Les techniques culturales améliorées telle que enfouissement des herbes, binage buttage billonnage, et les techniques de restauration de la fertilité du sol, ne sont généralement pas utilisées.

La période ce carence alimentaire est assez rudement ressentie chez la majorité des ménages. En cette période, nombreux ménages n'ont droit qu'à un maigre repas par jour. La figure suivante présente le calendrier saisonnier de la collectivité mettant en relation les opérations culturales et la période de carence et la sécurité alimentaire dans les ménages.

Figure 24 : Calendrier saisonnier de la collectivité de Luhwinja

Période	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F
---------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

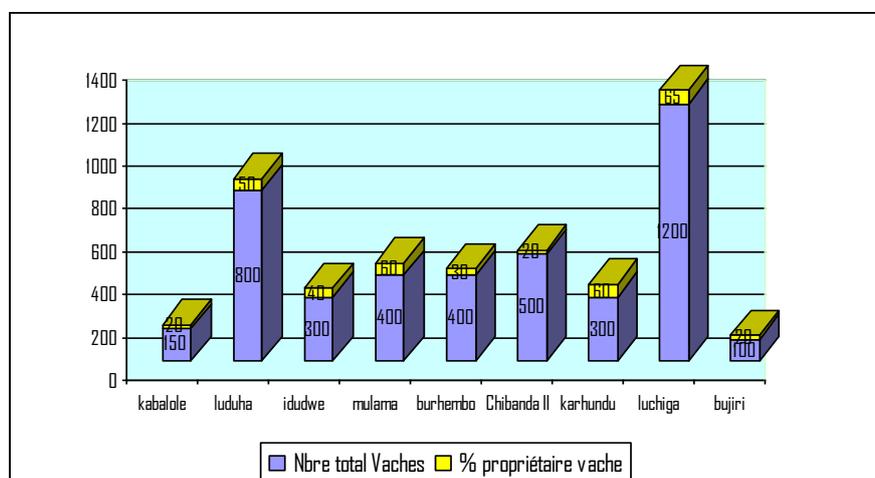


4.2. Elevage

L'élevage occupe une grande part dans l'activité économique des habitants de Luhwinja. L'élevage de la volaille (poules) et des chèvres sont plus dominants. Il faut dire que la collectivité compte un nombre important des vaches. Nos recherches signalent qu'en moyenne 4 sur 10 ménages disposent d'au moins 1 vache.

Le graphique suivant présente le rapport entre le nombre et la proportion des propriétaires des vaches par groupement⁵.

Figure 25 : La proportion des propriétaires des vaches



Au vu de ce graphique, il y a lieu de remarquer que 2 des 9 groupements (Luciga et Luduha) possèdent le plus grand nombre de vaches que d'autres tout en reconnaissant que les vaches sont présentes partout dans les autres groupements avec en moyenne 300 têtes.

4.3. Pisciculture et pêche

La pisciculture est une activité pratiquement méconnue dans la collectivité. Les rivières ne sont pas poissonneuses. On assiste peut être au début de pisciculture familiale avec l'aménagement de 4 petits étangs piscicoles en dérivation sur la rivière Nabalenga dans le marais Lubanda.

4.4. Commerce

⁵ Au cours de la restitution, une partie des participants pensent que ce nombre serait sous estimé car nombreux propriétaires ne déclarent pas les vrais chiffres.

4.4.1. Du revenu de ménage

Le revenu des habitants provient essentiellement de quatre sources à savoir : l'achat - vente des produits agropastoraux (+ de 80% de la population), le petit commerce des produits de première nécessité, l'extraction de l'or et le salaire (- 1%).

Seulement une faible proportion inférieure à 20% des produits récoltés est vendue au marché local. Il n'y a presque pas de produit de champ exporté vers d'autres marchés excepté les planches après sciage de bois, la braise et la pomme de terre⁶.

La majorité des habitants estiment la dépense journalière par ménage moyen entre 4 et 5\$ ce qui équivaut à 150\$ par mois⁷.

Bien entendu, il y a des ménages qui vivent décemment parmi lesquels il convient de citer ceux qui exercent des activités lucratives (sur place ou par le truchement de leurs familles à Bukavu), les salariés des grandes institutions, les responsables des églises, etc.

Dans ce même ordre d'idées, la majorité des habitants ont déclaré n'avoir droit qu'entre 1 à 2 repas par jour, repas simple à base de fufufu de manioc, légume et fretins accompagnés par moment d'un morceau de viande. Mais en période de récolte, l'assiette du paysan contient aussi de haricot, pomme de terre et patate douce. Cependant, en période de soudure, la quantité de repas par personne par ménage est extrêmement minime.

4.4.2. Circuit économique

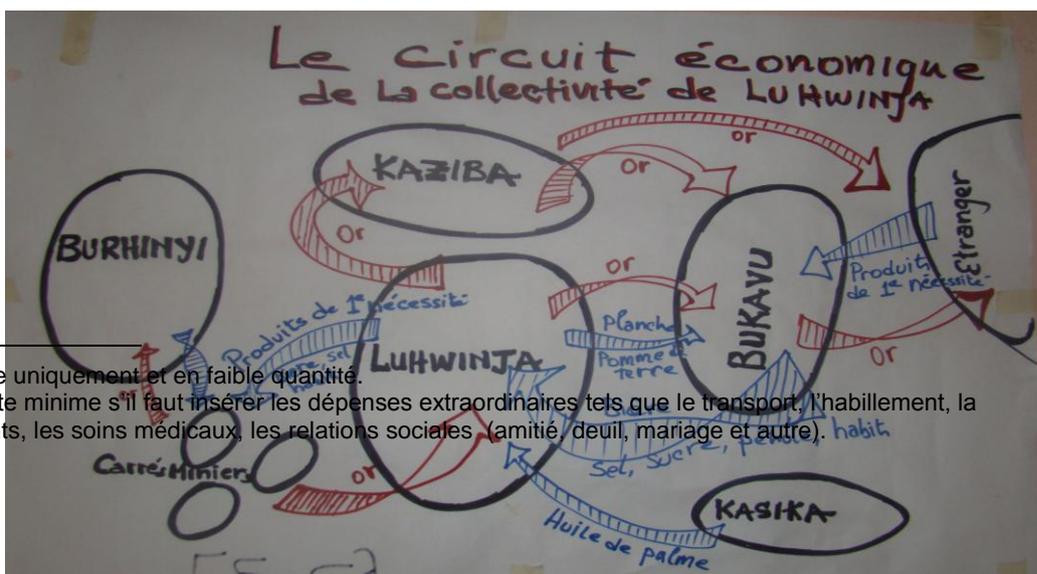
Outre le commerce de produits divers de première nécessité sur les marchés locaux, le commerce de la boisson industrielle (Primus, Fanta, Amstel) est assez florissant au regard de nombre de buvettes aux centres Kabanda, Kibuti et les carrés miniers de Mbwega et Gone. Ce commerce prend progressivement de l'ampleur notamment à cause de l'afflux des creuseurs et négociants d'or dans les carrés miniers et la présence dans le milieu de nombreux agents employés de la société Banro et les agences d'aide humanitaire.

Il faut cependant reconnaître que l'extraction artisanal de l'or, quoi qu'exercé par une petite minorité de la population, occupe la première place si l'on considère le flux d'argent alloué dans ce secteur.

A titre d'exemple, il apparaît que l'artisanat minier à la carrière Mbwega produit journalièrement entre 20 et 30 kilos d'or en considérant que 600 puits fonctionnels offrent 3 à 5 grammes chacun (en période de production maximale). Une taxe de 40% de la production journalière est directement prélevée au profit du chef de collectivité (le Mwami) et les négociants venus majoritairement de la chefferie de Kaziba achètent la quantité restante. Ces deniers se chargent de l'exportation vers Bukavu ou à l'étranger.

Nous présentons en synthèse le circuit économique de la chefferie de Luhwinja dans La figure suivante.

Figure 26 : Circuit économique de la collectivité de Luhwinja.



De la figure ci contre, nous voyons que le

⁶ En période de récolte uniquement et en faible quantité.

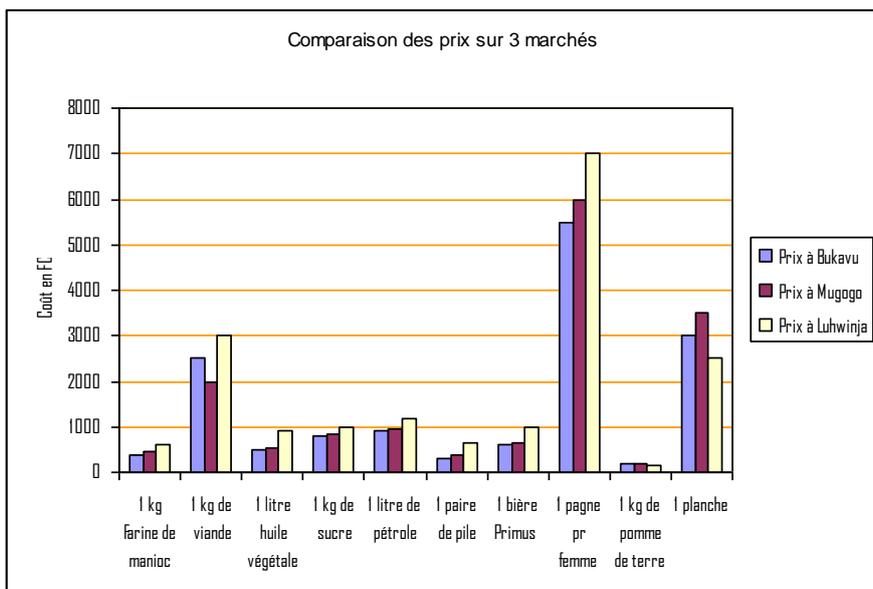
⁷ En fait, ce chiffre reste minime s'il faut insérer les dépenses extraordinaires tels que le transport, l'habillement, la scolarisation des enfants, les soins médicaux, les relations sociales (amitié, deuil, mariage et autre).

minerais d’or est au centre des échanges commerciales entre Luhwinja, Kaziba et Bukavu. Toute la production est exportée par un groupe de négociants.

Ces transactions ont des retombés néfastes sur les prix des produits de consommation courante qui affectent le coût de la vie.

Dans la figure suivante, nous présentons une comparaison de prix de 3 marchés différents : Bukavu, Mugogo et Luhwinja.

Figure 27 : Prix des produits de consommation courante sur le marché local



Il y a lieu de remarquer que tous les prix sont élevés sur le marché de Luhwinja plus qu’ailleurs y compris les articles produits localement comme la viande de vache et la farine de manioc. La différence de prix sur le marché de Luhwinja varie de 15% à 38% pour les mêmes articles au marché de Mugogo pendant que ils sont tous approvisionnés par le marché de Bukavu.

4.5. L'accès aux ressources

4.5.1. La situation foncière

Figure 28 : Situation foncière de la collectivité

Groupement	% ménage à + 2 hectares	% ménage < 1 - 2 > hectares	% ménage < 0,5 - 1 > hectares	% ménage à - 0,5 hectares	% locataires de terre	% ménage sans terre
Kabalole	1	10	15	50	23	1
Luduha	20	20	40	15	5	0
Idudwe	10	25	40	20	5	0
Mulama	20	15	50	10	5	0
Burhembo	15	20	40	15	10	0
Chibanda II	15	15	50	10	5	5
Karhundu	20	15	40	15	5	5
Luchiga	15	20	30	15	15	5
Bujiri	7	10	50	20	10	3
Moyenne	13,67	16,67	39,44	18,89	9,22	2,11

De ce tableau, on remarque une différence entre les groupements car il y a ceux qui disposent des espaces et d’autres qui en sont dépourvus. Certains propriétaires disposent une superficie entre 2 à 5 hectares. Mais la majorité des ménages dans la collectivité n’exploite qu’entre 0,5 à 1 hectare. Ce groupe touche 39,4% des ménages. Dans le milieu, on trouve aussi des locataires de terre. Ce groupe est constitué des personnes

nouvellement installées dans la collectivité ou des personnes dont les champs ne sont plus productifs. Les ménages sans terre sont constitués des immigrants venus pour l'extraction artisanal de l'or ou la recherche de l'emploi. En rapport avec la superficie cultivée par ménage, deux tendances se dessinent. En effet, dans les groupements à forte densité la majorité de la population ne cultive qu'une petite superficie estimée entre 25x25 m² pendant que les autres groupements atteignent le double de celle-ci sans compter les espaces boisés et pâturages. Luciga est le groupement le plus vaste et le plus peuplé mais aussi, c'est le groupement qui compte un plus grand nombre de paysans sans terre notamment à cause de l'afflux des personnes attirées par l'extraction artisanal de l'or.

4.5.2. Accès aux bois de chauffe et bois d'œuvre

D'après les estimations, en moyenne 23,8% soit ± 7 ménages sur 10 ne possèdent pas d'arbres et pour ceux qui en possèdent, la moyenne se situe autour de 22 arbres par ménage. On le remarque directement car pratiquement tous les hauts sommets des collines et montagnes ne portent pas d'arbres exceptés quelques plantations récemment introduites par l'Ong ADMR⁸ soucieux de créer des espaces forestiers, palier à la carence de bois dans le milieu et rétablir l'écosystème. On remarque ci et là quelques petits boisements qui portent des cyprès pour la production des planches. Le reste de branchage sert pour la fabrication de la braise Ces dernières sont généralement exportées vers Bukavu.

L'activité de recherche de bois pour le chauffage de la maison⁹ et la cuisson des aliments est extrêmement pénible. Cette situation a des sérieuses répercussions sur l'état sanitaire des habitants et en particulier les personnes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les vieillards dont par ailleurs le taux d'infections respiratoires aiguës (IRA) est le plus élevé de la région.¹⁰ D'autres maladies comme la gastrite et le diabète qui touchent une grande partie des adultes ont des causes profondes liées au mode de transformation des aliments.

S'agissant des marais, il faut dire que généralement ce sont des petits marais excepté le marais Lubanda en groupement Kabalole qui a une superficie estimée 208 hectares. Il touche 5 des 9 groupements. Les autres marais sont situés à une altitude plus élevée avec une superficie moyenne inférieure à 2 hectares. Il s'agit de Nakadiki (à Karhundu), Nkwinja (à Luduha), Chishasha et Karhenyi (à Bujiri), Lunywe (marais non exploité) à Luciga tandis que Burhambo a 4 petits marais. Dans ces marais on cultive toute sorte de cultures potagère (choux, amarante, oignon, aubergine) semés ensemble avec les cultures vivrières telles que haricot, patate douce, maïs, sorgho et manioc. Un seul marais n'est pas exploité. C'est le marais Lunywe situé en périphérie de carré minier. Il faut signaler que ces marais appartiennent au Mwami et ne sont utilisés que par 20 à 30% de la population. Le ménage ne cultive qu'une faible superficie inférieure ou égale à 5 ares.

4.5.3. Accès aux sources d'énergie électrique

La majorité de ménages ne disposent pas de système amélioré d'éclairage : électricité, groupe électrogène, de panneaux solaires... Le graphique suivant présente une estimation faite par les membres de la communauté

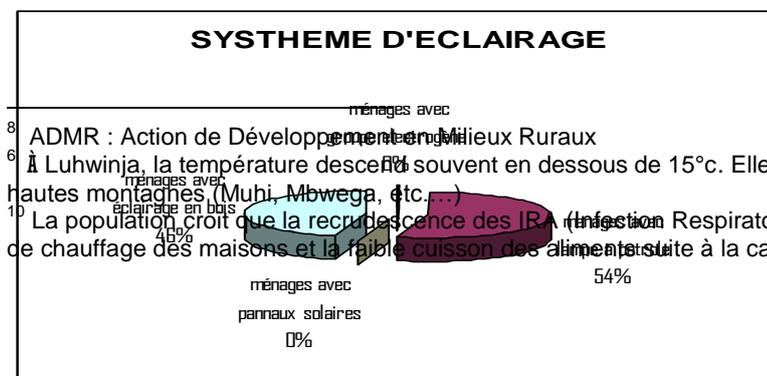


Figure 29 : Le système d'éclairage

⁸ ADMR : Action de Développement Rural en Milieu Rural
⁹ à Luhwinja, la température descend souvent en dessous de 15°C. Elle est davantage plus basse sur les cimes des hautes montagnes (Muhi, Mowega, etc...)
¹⁰ La population croit que la recrudescence des IRA (Infection Respiratoire Aigue) et le diabète est due à l'insuffisance de chauffage des maisons et la faible cuisson des aliments suite à la carence de bois.

Sur ce graphique, il apparaît que le système traditionnel d'éclairage à bois et l'éclairage à lampe à pétrole sont les plus répandus à Luhwinja touchant plus de 98% de ménages.

On note seulement une dizaine de ménages qui disposent de groupes électrogènes au centre de Ciburhi, le centre Kabanda et quelques habitations dans le groupement Mulama où l'on observe quelques initiatives des membres des organisations paysannes pour produire le courant électrique à l'aide de minuscules équipements (Barrage, turbines et dynamo).

Certaines institutions publiques telles églises-missions, ciné vidéo et buvettes disposent de groupes électrogènes mais leur nombre n'excède pas la douzaine. Quant aux panneaux solaires, hormis les institutions comme l'hôpital et les églises, rare sont les ménages qui disposent cet équipement.

4.6. Coût de la vie

En faisant une analyse comparative des prix sur différents marchés du milieu, nous avons trouvé la situation suivante :

Figure 30 : Prix des produits de première nécessité

Produit	Prix à Bukavu	Prix à Mugogo	Prix à Luhwinja	Ecart entre Bukavu et Luhwinja	%
1 kg Farine de manioc	400	450	600	200	33,33
1 kg de viande	2500	2000	3000	500	16,67
1 litre huile végétale	500	550	900	400	44,44
1 kg de sucre	800	850	1000	200	20,00
1 litre de pétrole	900	950	1200	300	25,00
1 paire de pile	300	400	650	350	53,85
1 bière Primus	600	650	1000	400	40,00
1 pagne pour femme	5500	6000	7000	1500	21,43
1 kg de pomme de terre	200	200	150	-50	-33,33
1 planche	3000	3500	2500	-500	-20,00

Sur le tableau, on remarque que les prix Il y a lieu de remarquer que tous les prix sont élevés à Luhwinja plus qu'ailleurs y compris les articles produits localement comme la viande de vache et la farine de manioc. Ces prix varient considérablement de 16,67% à 53,85% pour certains produits au marché de Luhwinja par rapport à Bukavu et de 15 à 38% pour les mêmes produits au marché de Mugogo.

Le coût élevé des produits de consommation de base contraste avec les énormes potentialités agro pastorales du milieu. Le faible revenu des manages entraîne que plus de 60% des habitants n'ont pas facilement accès aux produits de base.

Certes, beaucoup de facteurs expliquent cet état mais le plus important, vraisemblablement est la présence d'exploitants miniers (creuseurs artisanaux et Banro), situation qui déséquilibre le marché (offre et demande)

4.7. Classification socio économique

En partant des définitions que les habitants ont donné au concept « richesse » ou « prospérité », nous avons noté les critères et commentaires liés à chaque catégorie c'est-à-dire les "Citoyens Riches", les "Citoyens moyens" et les "Citoyens démunis". Cependant, il faut noter que l'indicateur de richesse avait beaucoup varié suivant la compréhension des personnes interviewées qui privilégiaient tantôt le bien être social tantôt la possession ou l'accumulation des biens ou argent. Le tableau suivant récapitule la situation présentée dans trois groupements témoins (Burhembo, Kabalole et Karhundu) comme suit :

Figure 30 : Classification socio économique

Indicateur de "Citoyen riche "	% des citoyens riches	Indicateur de "Citoyen moyen "	% des citoyens moyens	Indicateur de "citoyen pauvre"	% des citoyens pauvres
Personne qui possède une ferme avec plus de 5 vaches et plusieurs champs à plus de 5 hectares, produit pour vendre, personne charitable dont la fortune aide les autres, il a un habitat amélioré (brique avec tôles) et ses enfants sont scolarisés (sur place et ailleurs).	5	Personne qui possède au moins une vache, un champs et exerce un petit commerce, n'achète pas de vivre, a une maison en tôle, ses enfants ne vont pas au centre nutritionnel	30	Personne qui mange par la grâce, avec les enfants non scolarisés dépendant des centres nutritionnels et n'a que sa hutte et quelques cobayes comme bien	65

De l'analyse de ce tableau, cela confirme le contexte de grande vulnérabilité des habitants dont plus ou moins 65% s'estiment totalement démunis. La possession de terre et un élevage prospère (grande ferme) sont les grands critères de richesse et l'exercice du commerce est l'élément fédérateur.

Les personnes moyennes considérées comme « les débrouillards » font le commerce ambulatoire qui contribue à l'amélioration du revenu familial et l'amélioration de l'habitat (quelques nouvelles maisons en brique et tôle dont il était question dans les sections précédentes). Ils représentent 30% en moyenne. Cette classe intermédiaire est assez dynamique car nombreux parmi eux sont propriétaires des puits d'or ou trafiquent de matières précieuses sur le carré minier Twangiza comme il a été vu précédemment. Parmi eux il y a aussi des pasteurs et chefs d'établissements scolaires et cadres moyens dans les entreprises du secteur privé. Les personnes considérées comme « riches et/ou prospères » ont tout simplement migré dans la ville de Bukavu où elles exercent les activités de commerce¹¹. Parmi ces personnes on retrouve de grands notables, pasteurs, médecins, avocats et hommes d'affaire dont leur fortune réinvestie dans la collectivité contribue à l'essor économique de bon nombre de concitoyens dans la chefferie.

V. L'ARTISANAT MINIER

5.1. Aperçu général

La collectivité de Luhwinja est avant tout une zone à vocation agropastorale mais elle est avant tout une zone minière. En effet, lorsqu'on entre à Luhwinja, on est vite impressionné par les nombres des personnes (hommes et enfants) avec bêches à la main et intensément occupés par l'extraction alluvionnaire de l'or. On remarque que le lit des rivières totalement défoncé ne forment plus que des petites rigoles discontinues ou les eaux boueuses sont canalisées sur de morceaux d'étoffes en coton pour « piéger » l'or.

¹¹ Il y a quelques années encore, la haute classe économique de la ville de Bukavu était constituée en majorité des personnes ressortissant de l'axe Kaziba, Luhwinja et Burhinyi.

Plus de 5000 personnes (creuseurs, trafiquants, taxateurs, propriétaires des puits, femmes et enfants) vivent de cette activité sur le site « Gone » et « Mbwega » appelé communément « TWANGIZA »

Figure 31 : Photo de la rivière Mwana et le site Mbwega



Sur les deux photos, on remarque qu'il existe deux modes d'exploitation artisanale. D'un côté, l'exploitation alluvionnaire c'est-à-dire celle qui se pratique en pleine rivière avec les eaux ruisselantes et de l'autre, l'exploitation par forage c'est-à-dire celle par laquelle l'on creuse à force de bras des trous profonds pour retirer la terre qui sera 'lavée' à la surface. On compte plus de 600 puits appartenant à au moins 500 propriétaires. S'agissant du 1^e mode pratiqué sur le site Gone sur la rivière Mwana, à 1730 m d'altitude comme pour le 2^e mode au site appelé Mbwega à 2270m, outre l'extraction de l'or proprement dite, on y rencontre toutes sortes d'activités variées parmi lesquelles il convient de citer : le petit commerce des produits manufacturés, le commerce de produits agricoles et d'élevage, le commerce des boissons et nourriture, les activités de divertissement et loisir telles que discothèques et ciné vidéo. Toutes ces activités se réalisent sur un petit périmètre portant de petites maisons couvertes en paille et/ou des bâches en plastique. Il y règne une forte promiscuité comparable à une ruche en activité.

On y rencontre en majorité des hommes adultes, les jeunes ($\pm 15\%$), les femmes ($\pm 2\%$) mais aussi des enfants estimés à 8% de l'effectif des creuseurs. Parmi les résidents, on signale qu'il y a 70% d'autochtones et 30% de personnes venus d'autres collectivités en particulier Kaziba et Ngweshe.

Les lois en vigueur au pays stipulent que le sol et sous sol appartiennent à l'Etat. C'est à la faveur de cette législation que des vastes concessions ont été attribuées à la Société BANRO en vue de l'exploitation industrielle de l'or sur le site TWANGIZA (1160 km²) où les résultats des recherches prospectives ont estimé une réserve probable de plus de 2.034 millions d'once¹². La quasi totalité des concessions aurifères du Sud kivu et du Maniema ont été octroyées à la société BANRO par l'Etat Congolais. Or, il se fait que toutes ces concessions étaient déjà envahies par l'artisanat minier y compris celle de TWANGIZA. En fait, il n'avait pas d'autres choix que de cohabiter momentanément avec les artisans miniers avec l'idée de le résorber progressivement dans l'exploitation industrielle à partir de 2011. Notons que traditionnellement c'est l'Administration coutumière qui organise l'artisanat minier aussi bien dans l'octroi de l'espace à creuser que dans le paiement de redevance et taxes par le biais de ses représentants appelés « Banganda ». De ce fait par le souci de protéger ses intérêts le chef de collectivité ou

¹² L'évaluation des ressources récemment effectuée par les chercheurs de Banro sur le site Twangiza (2008)

son représentant nomme un comité d'artisans miniers en se rassurant qu'il lui fasse allégeance.

Sur le terrain, il y a les artisans miniers d'un côté et la Société BANRO de l'autre. Les premiers sont organisés selon l'administration coutumière c'est-à-dire qu'ils ont un comité des artisans nommé par le Mwami ou son représentant. Il n'existe pas d'autre mode d'organisation, de structuration ou mouvement associatif des artisans miniers dans le milieu en question.

Le second est organisé en tant qu'une multinationale de droit étranger. Celle-ci a un permis d'exploration de 4 sites miniers sur un couloir qui s'appelle "La Twangiza - Namoya Gold Belt" avec 4 projets qui sont : Corporation TWANGIZA SARL Gold 1164 km², KAMITUGA SARL Gold 649 km², LUGUSHWA SARL Gold 641 km², NAMOYA SARL Gold 174 km².

Retenons que jusque là, il n'y a pas vraiment de collaboration effective entre les deux groupes. Leurs relations ont plutôt un caractère conflictuel. La paix sociale ne semble pas être au beau fixe.

5.2. Équipement des artisans miniers

L'artisan minier peut constituer une véritable force économique qui peut générer beaucoup de ressources et alimenter davantage les comptes du trésor public et le budget de la province.

Malheureusement, ils n'ont qu'un équipement rudimentaire et inapproprié comme on peut se rendre compte dans le tableau suivant :

Figure 32 : Equipement des artisans miniers de Mbwega

Nombre de motopompes	Nombre de Bêches	Nombre de broyeur	Nombre de tamis	Nombre de barre à mine	Nombre alternative barre à mine	Équipement de transport
0	4000	0	0	600 à 800	bassin, couverture	bassin, sac à la tête

On remarque que les artisans miniers ne recourent qu'aux bêches et barre à mine pour faire leur travail. Les autres équipements tels que motopompe, broyeurs, concasseurs, bottes, casque, masque, gants, alternative barre à mine sont soit méconnus, soit inexistantes. Dans la plus part des cas, ce sont les enfants qui sont utilisés comme portefaix, porteur, et dans d'autres cas, ils sont utilisés comme creuseur, boiseur, tamiseur comme on le remarque sur les figures suivantes.

Figure 33 : Enfants dans les carrés miniers de Twangiza





5.3. Revenu des artisans miniers

Il y a lieu de reconnaître que Twangiza demeure le poumon économique de Luhwinja où la majorité de la population tire l'essentiel du revenu de ménage (propriétaires de puits et creuseurs). En effet, malgré l'enclavement que connaît la collectivité de Luhwinja depuis plusieurs décennies, la population s'est auto prise en charge grâce notamment à l'exploitation artisanale de l'or. Cette matière précieuse est l'élément fédérateur qui contribue davantage dans l'amélioration des infrastructures de base telles que écoles et églises, chapelles en matériaux durable même si certaines parmi elles sont partiellement achevées). D'après les activités générées par l'activité, de l'affectation du revenu, du mode d'organisation de la filière et des liens sociaux existant entre eux ; le travail de l'or offre des avantages à l'exploitant.

Rappelons que la mine de Twangiza compte près de 600 puits appartenant à 500 propriétaires (mais il existe aussi un bon nombre de creuseurs indépendants) et que la production journalière par propriétaire est estimée entre 3 à 4 grammes d'or par puits en période de production (parfois on note de périodes creuses). Si toutes choses restant égales par ailleurs et partant de l'hypothèse où en moyenne $\frac{3}{4}$ des puits sont opérationnels par jour de travail, il y a lieu d'extrapoler entre 1350 à 1800 grammes soit 1,3 à 1.8 Kg, ce qui représente entre 40500\$ et 54000\$ de revenu.¹³

Cela représente une somme équivalant entre 90 à 120\$ par jour pour le propriétaire de puits. Certes, ces derniers paient de redevance et taxes à l'autorité coutumière à hauteur de 40% de la production journalière par le biais des « Baganda ». A celle-ci il faut ajouter les charges notamment le paiement de la main d'œuvre creuseurs et la ration alimentaire estimée à 25% de la production. Mais en définitive, on remarque que la structure des recettes brutes laisse présager des avantages comparatifs, voire élevés.

De tout ce qui précède l'on remarque que l'exploitation artisanale reste une grande potentialité dans la région. Certaines personnes disent que Twangiza est le poumon de Luhwinja car il nourrit quotidiennement plus de 5000 familles tant directement qu'indirectement. Mais il serait plus judicieux d'améliorer les conditions d'exploitation minières artisanales par l'amélioration de l'équipement des creuseurs, la sécurité des ouvrages et l'amélioration de condition de santé. L'exploitation artisanale à petite échelle doit se développer à côté de l'exploitation minière industrielle quelle que soit la taille de cette dernière. Une stratégie de zonage sur la base d'un cadastre minier où l'artisanat minier pourrait se développer concomitamment à l'exploitation industrielle permettant aux gagnes petits de se maintenir et consolider leur condition d'existence à condition d'améliorer leur technologie. Il serait d'autant plus intéressant de découvrir les nouvelles technologies grâce aux échanges avec les artisans d'autres milieux.

¹³ Actuellement le gramme d'or se vend à 30\$ sur le marché local

Un rapprochement avec la société d'exploitation industrielle pourrait contribuer à renforcer davantage la paix sociale surtout en ce moment où le cadastre minier a pêché par le fait qu'il n'a pas prévu des zones d'exploitation artisanale exclusives telle que stipulé par le code minier.

La formation et le renforcement des compétences organisationnelles pour développer des organisations professionnelles de type syndical ou coopératif peut contribuer à apporter solution à cette situation. Le renforcement des capacité et transfert des compétences des artisans miniers dans le sens de mettre sur pied des organisations du type syndicale et coopérative va sûrement élever le niveau de vie des ces derniers dans une perspective d'en faire une classe moyenne.

Pour ce faire, le SAESSCAM¹⁴ qui a en charge l'organisation de la mine à petite échelle doit être doté des moyens humains et matériels pouvant lui permettre relever ce défi.

Bien canaliser les taxes et impôts perçus par les professionnels du secteur artisanal contribueraient sans doute à alimenter les comptes du trésor public pour la reconstruction de l'entité dans la logique de la dynamique actuelle de la décentralisation. Intégrer les données des artisans avec carte de creuseur et des données sur la parafiscalité légale.

VI. LES ATOUS OU POTENTIALITES ET LES PRINCIPAUX PROBLEMES DU MILIEU

Les principales ressources sont les grandes potentialités que regorge chaque groupement. Ces potentialités sont diversifiées.

Par contre, Il y a plusieurs contraintes et problèmes rencontrés. Ces problèmes sont diversement ressentis selon les groupements. Les plus récurrents sont repris dans le tableau suivant :

Figure 34 : Principales ressources et contraintes

Les principales ressources / potentialités	Les principales contraintes ou problèmes soulevés
1. Sol arable disponible	1 Absence de voies de communication;
2. Bonne terre pour la fabrication de brique	2 Insuffisance d'eau potable ;
3. Présence de Chute d'eau pour la production de l'électricité	3 Champs insuffisants ;
4. Sous sol riche en minerai : l' or	VII. Manque d'unité de transformation (moulin);
5. Présence de la bananeraie	VIII. Infrastructures scolaires délabrées ;
6. Présence de l'hôpital et d'autres infrastructures de base telle que écoles et églises	IX. Insuffisance de formations sanitaires;
7. Anciens et nouveaux boisements pour la production des planches	X. Champs infertiles;
8. Présence de société d'extraction minière	XI. Prix élevé des produits sur le marché
9. Présence des fermes et élevage prospère	XII. Insuffisance d'emploi rémunérateur ;
10. Population en majorité jeune et hommes adultes valides	XIII. Insuffisance d'écoles;
11. Présence de vastes Pâturage	XIV. Faible rendement en agri élevage;
	XV. Recrudescence des maladies;
	XVI. Absence d'électrification

¹⁴ Service d'Assistance et d'Encadrement du Small Scale Mining

<p>12. Présence de marais fertiles 13. Possibilité de pratiquer l'apiculture</p>	<p>XVII. Abandon de l'enseignement par les enseignants XVIII. Financement pour écoles; XIX. Insuffisance de sources aménagées; XX. Chômage; XXI. Champs érodés XXII. Mortalité élevée des animaux d'élevage XXIII. Route non praticable XXIV. Sources non aménagées; XV. Prise en charge difficile de la scolarisation des enfants XXVI. Manque d'infrastructures sportive et de loisir; XXVII. Rendement agricole insuffisant; XXVIII. Absence de suivi vétérinaire XXIX. Absence de voies de communication; XXX. Insuffisance de moyens financiers; XXXI. Problème de la délocalisation en vue; XXXII. Rendement agricole insuffisant; XXXIII. Insuffisance d'outils agricoles et vétérinaires</p>
--	--

VII. Principales propositions des axes d'intervention pour le développement de l'entité

1. Axes d'intervention par groupements

Figure 35 : Axes d'intervention par groupement

Groupement	Proposition1	Proposition2	Proposition3	Proposition4	Proposition5
Kabalole	Alimenter le groupement en eau potable	Aménager/réhabiliter les routes secondaires	Construire/réhabiliter les infrastructures sanitaires et éducatives	Réhabiliter l'agriculture et l'élevage (semences et produits agrovétérinaires).	Electrifier le groupement
Luduha	Aménager/réhabiliter les routes secondaires	Création d'emploi	Construire maternité	Construire/réhabiliter les infrastructures sanitaires et éducatives	Aménager et réhabiliter les sources
Idudwe	Construire/réhabiliter les infrastructures sanitaires et éducatives	Aménager/réhabiliter les routes secondaires	Création d'emploi	Aménager les sources	Electrifier le groupement

Mulama	Construire/réhabiliter les infrastructures sanitaires et éducatives	Aménager/réhabiliter les routes secondaires	Réhabiliter l'agriculture et l'élevage (semences et produits agrovétérinaires).	Construire une maternité	Créer de l'emploi
Burhembo	Créer une base d'organisation du groupement	Aménager les sources	Aménager/réhabiliter les routes secondaires	Réhabiliter l'agriculture et l'élevage (semences et produits agrovétérinaires).	Créer des comités par secteurs
Chibanda II	Aménager et réhabiliter les sources	Aménager les routes secondaires	Réhabiliter l'agriculture et l'élevage (semences et produits agrovétérinaires).	Créer de l'emploi	Créer les pharmacies vétérinaires et humaines
Karhundu	Aménager/réhabiliter les routes secondaires	Créer des emplois	Electrifier le groupement	Aménager et réhabiliter les sources	Réhabiliter l'agriculture et l'élevage (semences et produits agrovétérinaires).
Luchiga	Résoudre le problème avec Banro	Construire/réhabiliter les infrastructures sanitaires et éducatives	Réhabiliter l'agriculture et l'élevage (semences et produits agrovétérinaires).	Aménager/réhabiliter les routes secondaires	Créer des emplois
Bujiri	Approvisionner le groupement en eau potable	Construire/réhabiliter les infrastructures sanitaires et éducatives	Réhabiliter l'agriculture et l'élevage (semences et produits agrovétérinaires).	Accéder aux micro finances pour le commerce	Créer des emplois

2. Autres domaines d'intervention pour le développement de la collectivité de Luhwinja

N°	Domaine d'intervention	Action
1.	Infrastructures routières	Entretien la route Mwana, réhabiliter toutes les routes de desserte agricole de tous les groupements Construire les ponts et ouvrages en béton dur
2.	Eau potable	Aménager une adduction d'eau potable dans tous les groupements Aménager et/ou capter toutes les sources d'eau potable
3.	Education	Entretien et/ou construire toutes les écoles primaires et secondaires et construire des écoles techniques et écoles maternelles Créer des instituts supérieurs techniques
4.	Electrification	Eriger une centrale hydroélectrique pour l'électrification de toute la collectivité.
5.	Agriculture	Renforcer les capacités de production agricole à grande échelle, équipement de transformation, structure d'encadrement et appuyer la commercialisation
6.	Infrastructure de communication	Installer antenne de réseau téléphonique, Antenne de FM Radio- télévision
7.	Infrastructures de commerce	Construction des marchés

8.	Infrastructures sanitaires	Construction et/ou réhabiliter les centres de santé et pharmacies dans les groupements
9.	Elevage	Renforcer les capacités de production animale, de transformation et de commercialisation (fermes moderne), services agro vétérinaires
10.	Habitat	Equiper chaque groupement de matériel de fabrication des briques, tuiles pour l'amélioration de l'habitat
11.	Infrastructure de loisirs	Aplanir le terrain de football de Kabanda et construire sa turbine. Créer des salles de jeu, réunion, conférence ...
12.	Micro finance	Créer une institution de micro finance
	Infrastructures commerciales	Construire un marché dans chaque groupement
13	Pisciculture	Aménager des étangs semenciers de <i>tilapia nilotica</i>
14	Apiculture	Renforcer les organisations des apiculteurs
15	Artisanat minier	Doter les artisans miniers d'équipements appropriés

a. CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

Figure 36 : Constats et recommandations

CONSTATS	RECOMMANDATIONS
<p>1. En analysant les dimensions du bien-être et de la pauvreté à la base, l'analyse du contexte que nous avons exposé dans cette étude fait remarquer un taux de vulnérabilité très élevé dans plus de 80% de ménages en rapport avec l'alimentation, l'habillement, le logement, emploi rémunérateur et en rapport avec l'ensemble d'équipement et infrastructure physique de base (route, école, formations médicales, accès à l'eau potable et environnement sain, infrastructures de marchés...) et en rapport avec, la vulnérabilité aux maladies diverses, mauvaise gouvernance, droits humains et dignité, analphabétisme. Cela contraste incontestablement avec les ressources et potentialités que regorge la collectivité.</p>	<p>1. Les intervenants (du secteur public, secteur privé et les organisations de développement) devraient mettre en place des projets de développement avec un effet direct sur la réduction de la pauvreté. Ces projets devraient s'attacher à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Améliorer la qualité des infrastructures de base (route, approvisionnement en eau potable, formations médicales, écoles, électrification, ...) b) Améliorer la prise en charge des besoins de la population en matière de nourriture (agriculture, élevage), soins médicaux, scolarisation des enfants, emploi, Activités Génératrices de Revenu, ... c) Améliorer le travail des artisans miniers, approvisionner la collectivité d'équipement de transformation et stockage des produits agricoles
<p>2. Il y a une inégalité remarquée entre les groupements quant à la distribution des projets de développement. Ce déséquilibre crée une sorte de frustration car les populations des groupements situés en altitude loin de la route principale pensent que les décisions</p>	<p>2. Les représentants de la société civile (à travers leur comité local) méritent d'être consultés et impliqués dans tout le processus de planification des projets ce qui va contribuer à augmenter la légitimité des décisions prises par les autorités locales et réduire la méfiance actuellement perceptible</p>

<p>concernant l'aménagement de terroir et les infrastructures de base ne sont pas prises de façon participative et donc peu légitimes.</p>	<p>au sein de la communauté. Un Plan de Développement Local Intégré qui prend en compte les besoins et les priorités des entités de base reste un outil de référence indispensable.</p>
<p>3. L'octroi par le gouvernement central de Kinshasa de la concession Twangiza dans le groupement Luciga à la société Banro va occasionner le déplacement de la population. Ces populations ont le droit de recevoir un dédommagement mais il se fait que ces dernières se plaignent de ne pouvoir être impliqués dans les négociations avec la société Banro. Les populations dénoncent la présence de nombreux intermédiaires pour qui les intérêts ne rencontrent pas ceux des populations véritablement concernées.</p>	<p>3. Associer la société civile composée des différents acteurs directement intéressés (représentants des populations autochtones, associations de développement et responsables des services étatiques) sans les intermédiaires. La négociation directe offre l'avantage de réduire la méfiance entre parties prenantes. Cela sera d'autant plus vrai si le plan d'action de la société minière est connu des populations bénéficiaires</p>